

Tout laisse penser que le nouveau président de la République a un fort engagement en faveur de l'Europe et d'une reconstruction de l'Union européenne. En témoignent notamment ses déclarations dépourvues d'ambiguïté à ce sujet, les symboles attachés à sa prise de fonction, et le choix très significatif de la dénomination du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il était donc particulièrement opportun que *Diasporiques* prenne position à ce sujet en mettant l'accent sur quelques perspectives d'évolution prioritaires. L'entretien rapporté ci-dessous constitue une première contribution en ce sens, qu'il conviendra de compléter dans les numéros suivants, notamment en revenant sur la question cruciale de l'accueil des migrants¹.

Une priorité : cultiver le sentiment d'appartenance à l'Europe

Débat

DES DÉFIS QUI SONT AUTANT D'ENJEUX

Philippe Lazar : Le débat que nous allons avoir est particulièrement bienvenu à un moment où tout permet de penser qu'une relance européenne est possible et il est donc important de réfléchir à la façon dont nous souhaitons que l'Union évolue. Bernard Quelquejeu, quels sont les grands défis auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée ?

Bernard Quelquejeu : Il faut en effet commencer par rappeler deux éléments majeurs de la situation actuelle : d'une part plusieurs graves défis qui menacent chacun de nos États européens et qui sont de nature

telle qu'aucun d'entre eux ne peut les relever à lui seul, et d'autre part l'absence manifeste d'un sentiment d'appartenance européenne de la part de très nombreux citoyens des pays-membres, ce qui est particulièrement préoccupant.

Ces défis majeurs sont selon moi au nombre de quatre. Il s'agit d'abord du défi climatique et, plus largement, écologique et environnemental. C'est un défi mondial bien sûr mais il n'en concerne pas moins très fondamentalement toute l'Europe. Le deuxième défi est celui de la lutte contre l'islamisme radical ; là encore la menace terroriste que celui-ci engendre ne concerne pas seulement notre continent mais l'Europe occupe néanmoins une place centrale à la fois

¹ Voir le *Champ libre* de Laura Genz, encarté entre les pages 36 et 37.

comme cible et comme élément clé de la lutte contre les acteurs de cette menace. Le troisième défi est celui de la gestion de l'immigration massive d'origine orientale ou africaine qui touche de façon très inégalitaire les divers pays-membres et auquel il est impératif de faire face collectivement. Enfin le quatrième défi est celui du dérèglement bancaire et monétaire mondial qui risque d'affecter dramatiquement certains de nos pays et par là-même l'économie européenne dans son ensemble, avec pour conséquences de très lourdes perturbations sociales.

L'étendue et la gravité de ces défis impliquent nécessairement de les relever à l'échelle de notre continent, ce que ne facilite évidemment pas l'étendue parallèle de la méfiance des populations concernées vis-à-vis des institutions européennes actuelles. C'est là sans doute la plus importante des difficultés auxquelles nous sommes confrontés du point de vue de la reconstruction desdites institutions.

P.L. : Il s'agit donc bien de défis mondiaux mais qu'on ne peut avoir l'espoir de relever qu'en se plaçant à une échelle compatible avec leur intensité, donc à l'échelle européenne et non pas celle de chacun de nos pays.

Maurice Mourier : Bien sûr, et j'ajoute de surcroît que, si l'on tient compte des divergences des grands blocs planétaires sur la façon d'y faire face, il n'y a guère d'espoir d'y parvenir si l'on essaie de le faire d'emblée à l'échelle mondiale : c'est donc bien à celle de l'Europe qu'il faut d'abord tenter d'agir. Malgré les difficultés majeures auxquelles celle-ci est confrontée,



elle a quand même une certaine unité lui offrant une chance de réussite que je qualifierai volontiers de « locale » mais qui pourrait servir en quelque sorte de modèle.

B.Q. : Cette chance pour l'Europe est en effet aussi une chance pour le monde !

François Becker : S'agissant spécifiquement de la question de l'islam, il me semble important de souligner que c'est la première fois dans l'histoire du monde musulman qu'une fraction aussi importante de ce monde vit dans un milieu qui n'est pas majoritairement musulman, ce qui implique pour ce monde de repenser la notion de *Oumma* – de « nation islamique » – et donc la relation entre le citoyen et le croyant². Cette situation historique, toute nouvelle, crée les conditions d'une possible évolution dont nombre de musulmans progressistes ont parfaitement conscience et qui ne peut manquer de servir de contrepoids aux tendances radicales d'une minorité de fanatiques. Cela s'accompagne de premières tentatives d'exégèse très

Maurice Mourier : « Si l'on tient compte des divergences des grands blocs planétaires sur la façon de faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés, il n'y a guère d'espoir d'y parvenir si l'on essaie de le faire d'emblée à l'échelle mondiale : c'est donc bien à celle de l'Europe qu'il faut d'abord tenter d'agir. »

² Ce qui implique aussi, parallèlement, une réflexion approfondie, au niveau européen, sur le concept qu'on nomme en France laïcité.

La Paix n'est pas seulement la « non-guerre »³

Alors que la justification même du projet européen a été la recherche d'une consolidation de la paix entre les pays membres et que celle-ci a longtemps semblé un acquis irréversible, l'évolution récente fait craindre que ce ne soit pas là quelque chose de définitivement consolidé. La fragilité de pays entrés tardivement dans l'UE, la crise économique et son point culminant de 2008, puis ses retombées, notamment en Grèce, la possibilité d'une sortie comme celle du Royaume-Uni, la montée des populismes partout et leur endiguement fragile, tout cela nous rappelle durement la fragilité de cette *pax europeana*. Cette fragilité tient au fait que la paix a été pensée comme la « non-guerre » et cet état repose sur un mécanisme économique, l'intégration des bases économiques des industries militaires. Or, la paix pour être durable doit être pensée non pas négativement comme l'absence de conflit armé mais positivement comme l'état d'une société juste et bonne, fondée sur des valeurs et soucieuse de prospérité et de liberté pour tous. Ainsi lorsque des tensions traversent la société, ces valeurs servent de repères pour dépasser les contradictions à l'œuvre. L'Europe a été construite elle-même sur une profonde contradiction entre la liberté du commerce, son principe cardinal, et la solidarité, l'éducation, la culture, valeurs secondaires. Et dans les décennies d'expérience européenne, la liberté du commerce l'a toujours emporté. Sans compter que, dans cette montée en puissance des économies libérales, ce sont les productions militaires qui ont pris la première place. La solidarité entre les peuples à l'intérieur de l'Europe et entre les groupes sociaux, placée en position mineure, a été réduite au fil du temps et au rythme des crises économiques. Cette première contradiction indique les voies de la refondation : tout d'abord, limiter l'industrie militaire à ce qui est strictement nécessaire pour assurer la défense du continent (et ne pas croire que de traquer militairement les djihadistes dans le monde entier contribue à la paix. L'expérience du Sahel démontre l'échec de cette idée). Et penser la paix positivement. Cela veut dire faire de la solidarité, de l'éducation, de la culture les valeurs prééminentes, la liberté du marché étant nécessairement soumise aux impératifs découlant des valeurs principales.

M. C.-G.

³ Il s'agit là de la première des trois contributions écrites de Monique Chemillé-Gendreau, empêchée le jour du débat ; les deux autres sont en pages 9 et 12.

différente du Coran par des musulmans, évidemment dangereuses pour ceux qui ont le courage de les entreprendre. Ce combat me semble pour le moment être spécifiquement celui de musulmans d'Europe, d'où une raison de plus de relever le deuxième défi qu'évoquait Bernard Quelquejeu. Mais aux défis qu'il a légitimement mentionnés je voudrais en ajouter un autre, que j'appellerai le défi culturel, et qu'on peut ainsi évoquer : « Qu'est-ce au fond que l'Europe et pourquoi peut-on en parler en tant que telle ? ».

P.L. : S'agissant de votre remarque sur les contacts, particulièrement heureux en termes de perspectives d'évolution croisée, de mondes culturellement ou cultuellement différents, elle renvoie évidemment à l'intérêt du concept de « diasporicité » (si j'ose ce néologisme inspiré par le titre de la revue !). Autant le terme de « guerre » des civilisations est contestable, autant les contacts et échanges pacifiques qui peuvent se développer entre celles-ci ne peuvent être que mutuellement enrichissants et doivent donc être vivement encouragés et aussi portés à la connaissance de tous. Le passé du continent européen nous offre heureusement déjà maints exemples de telles interférences et de tels emprunts réciproques. En lieu et place de la victoire imaginaire de « Charles Martel sur les Arabes à Poitiers » !

L'UNION EUROPÉENNE EXISTE DÉJÀ, « MAIS »...

F.B. : Comme cela a déjà été dit par plusieurs d'entre nous, le principal problème auquel nous avons affaire est le manque d'adhésion d'une

proportion importante de nos concitoyens européens à l'actuelle Union européenne. Or il faudrait que tous aient le désir de se poser les questions suivantes : 1) L'Europe, qu'est-ce au juste « pour moi » ? 2) Pourquoi « faire ensemble » ? et enfin 3) « Comment » faire ensemble ?

La première question devrait conduire chacun à se demander en quoi l'Europe intervient d'ores et déjà dans sa vie. Est-ce qu'elle aide ou non à mieux se situer dans un monde profondément modifié par ce qu'on appelle, précisément, la « mondialisation », un processus qui, s'il n'est pas mieux maîtrisé, risque d'entraîner une préjudiciable perte d'identité ? Est-il exact par ailleurs que les principales décisions européennes sont prises dans des lieux absolument hors de portée du contrôle direct des citoyens ?

« Pourquoi faire ensemble ? » ensuite. Parce que, au-delà des évidentes réponses (d'ordre économique, diplomatique ou de défense) à cette question, nous sommes à la fois différents et suffisamment proches pour avoir d'authentiques échanges culturels, nous enrichissant les uns et les autres, en lieu et place de mutuelles incompréhensions voire de conflits, le cas échéant violents. Le passé est heureusement riche aussi d'exemples éclatants de nature pacifique !

Et dès lors comment faire ? Nombreuses sont bien sûr les possibilités d'actions en ce sens mais je voudrais pour ma part d'ores et déjà insister sur l'importance que pourrait avoir la conception et le transfert par l'école d'une « histoire européenne », conçue conjointement par l'ensemble des pays membres. Elle se substituerait de façon heureuse à la collection des

histoires nationales établies au sein de chaque pays et donc par nature entachées pour chacune d'elles d'un risque évident de partialité.

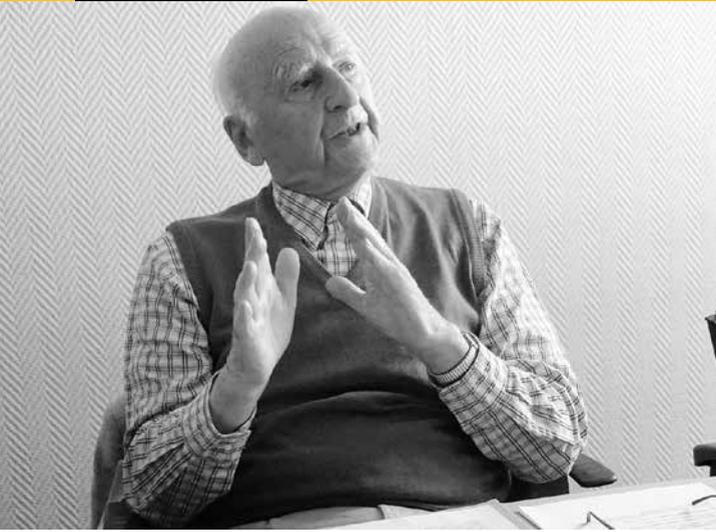
Faire ensemble c'est aussi, bien sûr, commencer par faire preuve d'un peu plus de solidarité entre les pays membres. Si les guerres semblent désormais reléguées dans le passé (dans un passé pas très lointain et hélas seulement récent au cœur même du continent), d'autres formes de conflit s'y sont substituées, d'ordre économique celles-là, mais elles aussi éprouvantes et dévastatrices pour les populations qui en sont les victimes.

P.L. : Cela étant, l'Union européenne existe, de droit et de fait. Et il est de plus en plus évident, notamment à la suite du constat des effets

Une pensée universaliste étouffée par les lianes toxiques du nationalisme et du racisme

L'Europe est le continent où est née la pensée de l'universel, notamment avec la philosophie des Lumières. Les peuples européens, dont le nôtre, ont produit les droits universels. Mais la dialectique négative a elle aussi produit ses effets : l'esclavage, le statut des colonisés ou, aujourd'hui, celui des migrants. Si l'esclavage a été aboli et si le colonialisme a disparu, le racisme et le nationalisme prospèrent au cœur de l'Europe. La condition faite aux étrangers, notamment ceux en quête de refuge, économique ou politique, l'égoïsme ostentatoire de certains États, la cruauté du traitement infligé aux réfugiés disent assez que l'Europe n'est plus porteuse d'une pensée universelle. Par cette politique aveugle elle se fait cependant autant de mal qu'elle en fait à ceux auxquels elle refuse la solidarité de l'homme universel. Le scandale est d'autant plus grand que tout concourt à démontrer que l'Europe gagnerait à s'ouvrir. Son propre salut est dans l'accueil des réfugiés. En s'entêtant à les rejeter, elle signe son déclin. Mais s'ouvrir aux réfugiés, suppose d'en finir avec le nationalisme (lequel est la matrice du racisme). L'Europe forteresse actuelle témoigne ainsi d'une profonde crise morale.

M. C.-G.



Bernard Quelquejeu : « J'approuve chaleureusement la proposition d'aborder la question de l'Union selon une perspective historique, en d'autres termes de mettre en œuvre une politique européenne de la mémoire du Vieux continent en même temps que de son histoire. »

vraisemblablement très négatifs du Brexit britannique, qu'il est fort peu probable que nous remettons en question notre appartenance à cette organisation interétatique.

B.Q. : Encore faut-il bien s'entendre sur le sens du mot « existe ». C'est à mon avis un peu trop vite dit car il y a de multiples façons d'exister : administrative, économique, militaire, politique,... ; en l'occurrence, l'Europe n'existe pas en termes d'adhésion des citoyens.

P.L. : Bien entendu ! Ce que je voulais dire simplement est qu'il ne s'agit pas de « construire » l'Europe – car nous sommes déjà très fortement engagés en son sein – mais de voir jusqu'où son évolution peut être conduite en tenant nécessairement compte de l'existant.

POUR UNE AUTHENTIQUE REFONDATION

M.M. : Je voudrais d'abord revenir sur le sentiment de non-appartenance qui a été à diverses reprises évoqué

et qui me semble effectivement très important à prendre en compte. C'est vrai que l'Europe existe, elle existe sur un plan formel mais sur le plan à la fois intellectuel et sentimental elle n'existe pas. C'était au demeurant le constat que faisait en 2012, dans *Diasporiques*, Guy Verhofstadt : il faut un saut fédéral, disait-il en substance, une affirmation que je partage totalement. C'est bien joli de le dire mais très peu de citoyens y sont prêts ! Et cela parce que le sentiment de pouvoir appartenir à une entité qui serait au-dessus de la souveraineté nationale, lui, n'existe pas. Un sondage récent auprès des étudiants bénéficiant d'une bourse Erasmus est tout à fait frappant de ce point de vue : 64 % d'entre eux reconnaissaient que l'idée d'aller travailler en Europe dans un autre pays que le leur ne les concernait pas du tout ! Si même les étudiants et même ceux qui ont fait l'expérience d'une telle bourse pensent cela, alors que pense le paysan des Cévennes ? Il y a là quelque chose de fondamental et l'on voit bien que la raison principale en est relativement simple, c'est que la pédagogie, l'éducation de l'Europe n'a jamais été faite. La question que soulevait François Becker, celle de la constitution d'une histoire de l'Europe, me paraît tout à fait fondamentale de ce point de vue. Il faudrait, dès les classes primaires, enseigner une double histoire : celle de l'Europe en tant que telle, prenant la suite de l'Empire romain, et celle de chacune des nations européennes et de leurs conflits récurrents ; deux histoires qui sont en quelque sorte le plus souvent contradictoires mais parfois aussi parallèles. Si un tel enseignement avait lieu dans toute

l'Europe à partir des premières classes, les enfants ne manqueraient pas de commencer à se sentir hongrois, lituaniens ou grecs et, en même temps, européens. Tant qu'on ne l'aura pas mis en place, le sentiment d'appartenance à l'Europe ne progressera pas et on se contentera de modifier des superstructures qui n'atteindront pas en profondeur le tissu des peuples européens. Ceux-ci, pour le moment, se sentent au mieux voisins – quelquefois encore possiblement ennemis ! – et en tout cas conjointement hostiles à un système dont ils pensent qu'il les empêche de faire tranquillement leurs petites affaires comme ils le feraient, croient-ils, si l'Union européenne n'existait pas...

Tant qu'il n'y aura pas une volonté politique – car tout part de là – d'agir en ce sens, la situation que nous connaissons n'évoluera pas fondamentalement. Or la mesure évoquée, qui ne manquerait évidemment pas d'engendrer quelques oppositions farouches du fait de la remise en question des habitudes et du travail collectif qu'elle impliquerait, ne serait sans doute pas très coûteuse et tout permet de penser que ses effets seraient largement sinon totalement décisifs en termes de modification de l'état d'esprit actuel.

F.B. : Je soutiens complètement ce point de vue. On ne peut qu'être frappé de la carence des informations et des réflexions portant directement sur le fait de vivre ensemble, en fin de compte, dans cette modeste bande de terres qui borde un immense continent. Les fondateurs de l'Union européenne ont pensé qu'on pourrait au moins se mettre d'accord, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, sur les questions d'ordre économique. On s'aperçoit aujourd'hui que c'était une fausse piste de se contenter de se concentrer sur cette seule dimension.

B.Q. : J'approuve moi aussi chaleureusement cette proposition d'aborder la question de l'Union selon une perspective historique, en d'autres termes de mettre en œuvre une politique européenne de la mémoire du Vieux continent en même temps que de son histoire, puisqu'il y a entre les mémoires (subjectives) et l'histoire (comme science) cette nécessaire dialectique que Paul Ricœur a relevée et longuement approfondie.

P.L. : J'ajouterais volontiers pour ma part au mot histoire celui de géographie. Géographie humaine bien sûr, et cela pour introduire explicitement une réflexion sur la façon dont les peuples se sont développés sur le territoire européen, s'y sont juxtaposés

Ont pris part à ce débat **François Becker**, fondateur du Groupe international, interculturel et interconvictionnel (G3i), **Philippe Lazar**, **Jean-François Lévy**, **Maurice Mourier** et **Bernard Quelquejeu**, tous quatre membres du Comité d'orientation et de programmation de la revue *Diasporiques/Cultures en mouvement*. Monique **Chemillier-Gendreau**, professeur émérite de droit public et science politique, et **Jean-Marc Roirant**, ancien secrétaire général de la Ligue de l'enseignement, empêchés le jour du débat mais après avoir pris connaissance de sa première rédaction, lui ont apporté les contributions écrites qui figurent en encadrés.

Une démocratie réduite à des formes instrumentales et bureaucratiques

Après qu'on a vu, en Europe même, des pays sombrer dans des régimes autoritaires, allant jusqu'au fascisme et au nazisme, on pouvait espérer, grâce aux garanties apportées par l'Union européenne, une consolidation de la démocratie : celle-ci n'était-elle pas en elle-même un apport politique considérable de l'Europe à l'ensemble des sociétés ? Les mécanismes de l'économie libérale, en creusant inéluctablement les inégalités entre les peuples européens et au sein de ces peuples, la corrodent toutefois à terme. Elle est alors réduite à des formes purement instrumentales, peu à peu dénuées de vie, et les peuples s'en détournent par l'abstention, comprenant qu'ils ne sont pas véritablement acteurs de leur destin politique. Un véritable travail politique et idéologique est à faire pour que renaisse une envie d'Europe assez forte pour tous les peuples qui la composent. À cet égard j'approuve hautement l'idée d'une Histoire européenne. On a bien fait un manuel d'histoire franco-allemande ! Pourquoi, au-delà de la nécessaire écriture d'une histoire européenne, ne pas organiser un enseignement dans toutes les écoles de l'Union (disons au niveau du collège) qui comprendrait quelques heures sur des thèmes européens, les mêmes partout ? L'accent mis sur l'histoire européenne devrait concerner non pas seulement celle des faits mais aussi et même surtout celle des idées. Sans négliger les pages noires, on pourrait insister sur la multiplicité de nos héritages. Cela permettrait de montrer comment l'Europe est la fille de la Grèce antique (« le souci de l'âme », comme dirait Jan Patočka⁵) et de l'Esprit des Lumières (la primauté de la science). Partant de là, il serait possible d'ouvrir une question contemporaine d'importance capitale : ces deux héritages de la pensée européenne font-ils bon ménage ? L'Esprit des lumières n'a-t-il pas engendré un scientisme qui a conduit aux menaces sur la Terre ? Et l'Europe peut-elle sauver ce qui a fait son « âme » si elle a aussi contribué à compromettre l'avenir de la Terre ? Il me semble que nous aurions là un vrai débat. Je crois aussi que l'Europe souffre de ne pas se construire sur des symboles forts. Très hostile à la « souveraineté » qui permet tous les dérapages des pouvoirs étatiques, je crois à la nécessité d'une « majesté » dans laquelle tous se retrouvent. Celle-ci ne doit pas recouvrir du vide mais une idéologie commune.

M. C.-G.

⁵ Philosophe tchèque contemporain (1907-1977) ; auteur entre autres de *L'Europe après l'Europe*, Verdier 2007.

mais aussi mêlés, avec des structures qui ont évolué au cours du temps en donnant lieu à des brassages de cultures plus importants qu'on ne l'imagine habituellement. L'histoire de l'Europe n'est pas seulement celle de ses États, c'est aussi celle de ses peuples, y compris ceux qui, comme le peuple rom, ne disposent ni d'un territoire ni d'un État spécifiques.

M.M. : Exemple : a-t-on assez prêté attention au fait que « nos ancêtres les Gaulois » se sont suffisamment mêlés aux Francs pour que nous soyons désormais des *Français* ? ! Les mouvements de populations, leurs interférences, leurs croisements font intrinsèquement partie de l'histoire de ce continent et, au moins depuis la fin du Moyen Âge et la Renaissance, de l'amorce de la construction d'un ensemble européen, à l'époque limité aux contacts entre, disons, intellectuels⁴ et artistes, mais néanmoins préfiguration, bien avant 1945, d'un espace plus ouvert que celui des structures de pouvoir. L'Europe n'est pas une création récente, il y a eu au cours de l'histoire plusieurs Europe qui ont tenté sans succès durable de se mettre en place ; peut-être vivons-nous aujourd'hui le moment où cette durabilité de souhaitable devient possible...

Jean-François Lévy : L'historienne Suzanne Citron a beaucoup parlé, de façon critique, du « roman national » inventé par la III^e République comme moyen de mobiliser les enfants autour d'une histoire fabriquée de la France. Il ne faudrait évidemment

⁴ Qui se parlaient et s'écrivaient en latin : importance essentielle, n'est-ce pas, de la langue vernaculaire !

pas que nous allions vers son équivalent sous forme d'un « roman européen » !

P.L. : Vous avez parfaitement raison d'attirer notre attention sur ce risque. Il est stupéfiant que, pendant la campagne électorale présidentielle que nous avons vécue, l'un des candidats ait tenté de revenir, précisément, au roman national pour séduire une partie de l'électorat, alors qu'on aurait pu croire qu'après, précisément, les travaux de Suzanne Citron, personne de responsable n'aurait osé le faire ! Un risque de cette nature pourrait donc exister à l'échelle européenne et il faut évidemment s'en prémunir.

PARTAGER LA TERRE OU LA CULTURE ?

P.L. : Les « intellectuels », que nous venons d'évoquer, ont d'autres choses en partage que la possession d'un territoire...

M.M. : Ce sont des « sans terres » en effet !

P.L. : Bien sûr ! Leur culture est « hors sol », essentiellement de nature diasporique ! Ne peut-on étendre cette caractéristique essentielle, cette ouverture, à d'autres catégories de la population ?

B.Q. : C'est effectivement la question centrale : comment susciter l'émergence d'une culture historique européenne au sein de l'ensemble des citoyens de l'Union ? Dans son ouvrage *Le futur passé*⁶, le philosophe Reinhart Koselleck souligne que la conscience politique et historique de groupes sociaux se constitue dans une

tension entre ce qu'il appelle un horizon d'attente et un espace d'expérience actuelle avec toutes ses contraintes. C'est toujours au-dedans de cette tension que travaille la mémoire. Et c'est dans les conditions présentes qu'il nous revient d'entreprendre la rédaction d'une histoire européenne susceptible de réconcilier les diverses mémoires nationales et donc d'engendrer, sinon une mémoire collective, du moins une mémoire partagée. On en mesure bien la difficulté mais aussi la nécessité et l'intérêt. Cela demandera la constitution d'un grand chantier réunissant de multiples compétences. Mais même des essais brefs, en-deçà des travaux historiques proprement dits, dégagant quelques lignes de force, des canevas à grands traits dirigés vers un large public, seraient d'ores et déjà très souhaitables. Il ne faut pas qu'on s'attache seulement à créer une somme historique en quelque trente tomes ! Et à ce propos je voudrais évoquer un livre de Julien Benda qui, en 1933, intitule l'un de ses chapitres : « Discours à la Nation européenne ». Cet auteur est surtout connu pour un pamphlet venimeux, *La trahison des clercs*, mais ce n'est pas de celui-ci que je parle mais bien du texte de 1933, assez prophétique, destiné à un large public et dont à mon avis, même si les conditions historiques sont aujourd'hui tout autres, il n'y a pas une ligne à changer. Benda y évoque en particulier le concept d'*âme européenne*, un terme heureux qui sera ultérieurement repris par Jacques Delors ; il y décrit les tentatives successives, au cours de l'histoire, d'unification de l'ensemble de ce territoire et s'efforce d'expliquer les raisons de leurs échecs. Si je cite cet ouvrage c'est essentiellement pour dire qu'il me

⁶ Éditions de L'EHESS, 2016.

semble que des essais « grand public » de cette nature seraient aujourd'hui très utiles pour favoriser l'évolution que nous souhaitons.

L'UTOPIE D'UNE LANGUE COMMUNE

P.L. : L'une des caractéristiques du mot utopie est son double sens : le sens « noble », celui d'un projet essentiel qu'on se fixe comme horizon, et le sens le plus communément utilisé, celui d'un projet séduisant mais clairement irréalisable. La multiplicité des langues véhiculaires européennes est sans doute l'une des difficultés qu'il convient d'affronter dès lors qu'on pense à refonder les structures politiques européennes sur une base facilitant le sentiment d'appartenance dont nous avons dit et redit que son insuffisance était l'une des difficultés majeures à surmonter pour les rendre crédibles aux yeux de l'ensemble des citoyens de l'Union. Pour pallier cette difficulté, serait-il concevable de progresser dans le sens de l'adoption d'une langue vernaculaire commune ? Le mot utopie prend ici clairement son double sens.

M.M. : Je serais tenté pour ma part de dire que l'Europe n'existera vraiment un jour que si elle finit par adopter une telle langue vernaculaire, qui ne saurait être le pidgin « anglais » actuellement utilisé un peu partout sur le continent, y compris dans les instances communautaires dès lors qu'on n'est plus en séances formelles (qui bénéficient elles bien sûr d'interprétations multilingues simultanées). Il faudrait une langue neutre, qui n'aurait évidemment nulle prétention à se substituer aux

langues véhiculaires de chaque pays, porteuses de leur culture et de leur littérature. Elle ne servirait qu'aux échanges directs entre Européens. Or une telle langue existe, comme chacun sait : c'est l'espéranto ! C'est vrai, l'espéranto n'a pas eu le succès qu'espérait son génial créateur Ludwik Zamenhof, mais je crois que c'est tout simplement parce que son ambition mondiale était quelque peu démesurée. Elle aurait beaucoup plus de chances de « prendre » à l'échelle plus modeste de l'Europe. Une utopie certes, mais peut-être qu'en une ou deux générations, surtout si des politiques et des intellectuels prenaient le mors aux dents, on pourrait donner en l'occurrence au mot utopie son sens de projet majeur.

Il ne faut évidemment pas minimiser les difficultés d'une entreprise de cette nature, qui n'aurait guère de précédent et ne manquerait pas de susciter de vives oppositions. Cela ne pourrait donc se faire que par une décision d'ordre politique, inévitablement accompagnée de quelques contraintes.

P.L. : Pas de précédent à une telle initiative ? Pas tout à fait ! L'hébreu, auparavant langue essentiellement religieuse, a bien été institué par volonté politique comme langue officielle d'un État, et cela avec un incontestable succès.

J.-F.L. : Ce n'était pas une création de toutes pièces mais, formellement, une adaptation. Mais une adaptation d'une telle vigueur qu'elle ressemblait fort à une authentique création !

P.L. : Ce qui montre bien, comme le souligne Maurice Mourier, qu'une

telle entreprise ne peut pas être complètement spontanée, qu'elle implique des choix politiques. A-t-on cependant, s'agissant de la refondation de l'Union européenne, la même intensité de pression que celle qui régnait en Palestine au moment de la création de toutes pièces de l'État d'Israël ? On peut évidemment en douter.

F.B. : Pourquoi néanmoins ne pas tenter de lancer ce mouvement en donnant l'exemple ? Pourquoi ne pas demander à un certain nombre d'auteurs, Européens convaincus et intéressés par « l'hypothèse espéranto », de prendre ensemble l'initiative de traduire au moins l'un de leurs livres dans cette langue ? Cela contribuerait sans nul doute à renforcer la crédibilité de ce choix !

M.M. : Cela ne fait pas de doute ! On pourrait commencer par traduire des ouvrages de sciences humaines ou des livres techniques⁷, sans toucher à la littérature elle-même, dont la traduction est un tout autre problème.

F.B. : Et il serait logique que l'Union européenne contribue au financement d'une telle opération...

B.Q. : Je me dois de dire pour ma part que je suis extrêmement réservé sur cette idée, et cela pour de multiples raisons : d'abord à cause de la nature profonde d'une langue et de son lien mystérieux avec la culture d'un peuple ; sa faisabilité ensuite ; mais surtout parce que j'attache une grande signification à la signification de la pluralité des langues, y compris, je me permets de le dire, pour des raisons relatives au mythe de Babel



et à son prolongement dans celui de la Pentecôte.

P.L. : Dont acte ! Mais il ne s'agirait nullement en l'occurrence de créer une langue véhiculaire artificielle. L'objectif, beaucoup plus modeste, serait de pouvoir disposer d'une langue vernaculaire à usage restreint : celui de la communication directe entre des citoyens européens ayant des langues véhiculaires distinctes. Ce qui, me semble-t-il, ne porterait pas atteinte à la préservation de la merveilleuse diversité linguistique de l'humanité et de son corollaire essentiel : la traduction. Et cela éviterait quand même qu'on continue à utiliser systématiquement le pidgin anglais dans les couloirs et les salles de réunion de Bruxelles et de Strasbourg comme langue vernaculaire alors même que les Britanniques ne feraient plus partie de l'Union européenne ! Mais reconnaissons qu'il reste assez improbable que cette solution soit effectivement retenue, ne serait-ce que parce que nous vivons dans un univers mondialisé et

François Becker :
« Pourquoi ne pas demander à un certain nombre d'auteurs, Européens convaincus et intéressés par « l'hypothèse espéranto », de prendre ensemble l'initiative de traduire au moins l'un de leurs livres dans cette langue ? »

⁷ NDLR : *Diasporiques* a naguère donné la parole au Pr. Robert Molimard qui a personnellement traduit en espéranto deux de ses ouvrages : *La Fume* et *le Petit Manuel de Défume*, Ed. DeBorée. La version en espéranto (Ed. SIDES) est téléchargeable gratuitement sur <http://www.tabac-humain.com>

qu'une solution qui restreindrait les échanges à la seule Europe ne serait pas très réaliste.

Permettez-moi d'ajouter juste un mot au sujet d'une autre piste que j'avais essayé – vainement – de lancer il y a une vingtaine d'années : au lieu d'apprendre à parler un certain nombre de langues européennes, apprendre plus simplement à les comprendre. Ce serait sûrement assez facile pour les « latins » s'agissant des langues latines, sans doute plus difficile à généraliser. Même si elle a peu de chances d'être retenue en l'état, l'idée mérite néanmoins d'être suggérée car elle permettrait à chacun de continuer à s'exprimer dans sa langue tout en étant compris. Et cela vaudrait non seulement pour l'Europe mais aussi pour tous les pays utilisant l'une ou l'autre de nos langues véhiculaires !

SE RAPPROCHER DES CITOYENS

P.L. : Il y aurait sans nul doute beaucoup à dire au sujet de la

réorganisation économique et financière de l'Europe mais nous ne sommes pas les plus compétents pour aborder ce domaine. Aussi est-il préférable que nous fassions quelques suggestions ayant une plus grande probabilité d'être retenues...

F.B. : Dans cet esprit et en quelque sorte dans le prolongement des idées qui ont conduit à instituer les bourses Erasmus, il pourrait être intéressant de favoriser la circulation intra-européenne non seulement des étudiants mais aussi d'autres catégories de la population. Et je pense en particulier à l'idée d'accueillir des familles entières dans des maisons européennes pour de courts séjours, par exemple des vacances, ce qui permettrait à leurs membres de côtoyer d'autres citoyens européens et donc de créer des liens possiblement durables avec eux. J'ai personnellement une expérience heureuse de cette nature : quand mes activités professionnelles étaient localisées en Alsace nous

Au Proche-Orient, Nabil et Moshe dialoguent fin mai 2017



passions des vacances dans des maisons familiales franco-allemandes et nous en avons gardé le meilleur souvenir ! De tels échanges seraient parfaitement complémentaires de ce que pourrait apporter l'enseignement scolaire tel que nous l'avons évoqué tout à l'heure.

P.L. : Toujours dans l'esprit d'un rapprochement avec les citoyens qui tiennent compte de leur extrême diversité, le moment ne serait-il pas venu de s'interroger sur la liste des jours fériés nationaux dans l'esprit d'une part de les rapprocher et d'autre part de prendre en compte ladite diversité ? De ce point de vue il faut bien reconnaître que la France est assez monocolore... J'ai bien conscience que, ce disant, on touche à des choses fort délicates mais, toujours du point de vue de la reconnaissance symbolique d'une nation européenne, il me semble qu'on ne peut éviter au minimum de poser le problème. Et au minimum de proposer la création

d'une fête nationale européenne... Nous avons déjà un drapeau et un hymne, il nous manque la fête !

J.-F.L. : La ville d'Eaubonne, ma chère ville, manifestement en avance sur son temps, a donné l'exemple : elle la célèbre le 13 mai !

P.L. : Bravo ! Et puis on pourrait peut-être aussi penser à débaptiser des gares, des stations de métro ou des rues qui rappellent des conflits sanglants entre nations européennes : Austerlitz, Iéna, Trafalgar et tant d'autres !

M.M. : J'abonde dans ce sens ! Je rappelle que Tristan Bernard avait écrit, juste avant la guerre, un petit papier disant en substance : « Je suis allé à Londres, c'est effarant, ces gens ont donné à l'une de leurs stations de chemin de fer le nom d'une défaite ! ». Plus sérieusement, je pense que nous pourrions vraiment proposer la création d'une fête européenne :



Pour une appropriation civique et populaire de l'Europe⁸

Nous vivons actuellement dans une Europe où les inégalités se creusent et où de nombreux citoyens ont peur de perdre leur accès aux droits fondamentaux tels que le logement, la couverture sociale, l'emploi ou l'éducation. Nous nous trouvons également face à des offres politiques reposant sur un repli identitaire, prônant la construction de murs au sein de la société, la fermeture des frontières aux personnes et aux biens. Ils ciblent les migrants, les sans-emplois ou bien les Roms. Tous trouvent dans l'Europe leur bouc-émissaire favori lorsqu'ils s'adressent aux victimes de la crise économique et aux perdants de l'intégration. De plus, nous sommes témoins d'une détérioration générale de l'état des libertés civiques à travers les États européens. De Hongrie en Espagne, en passant par la France et le Royaume-Uni, la liberté d'expression et d'association a été malmenée par des gouvernements démocratiquement élus mais frileux du pouvoir des citoyens à leur demander des comptes ! Enfin, les comportements divers en réponse à la crise des réfugiés illustrent l'incapacité de l'UE à assurer le respect des valeurs fondatrices et l'accès effectif aux droits pour tous. La méfiance et la frustration viennent finalement nourrir l'attraction grandissante pour les discours populistes xénophobes. Depuis plus de dix ans le *Forum Civique Européen* œuvre pour une appropriation civique et populaire de l'Europe. Dix ans de débats, d'alliances, de campagnes et de pétitions pour développer l'espace civique, renforcer la participation citoyenne et construire un dialogue civil avec les institutions. Dix ans d'efforts pour ramener la voix des citoyens dans l'espace public européen et interroger ainsi la capacité de notre démocratie européenne à répondre aux promesses de solidarité entre les peuples et les États, d'égalité d'accès aux droits pour tous. Dans un tel contexte, il est vraiment temps pour nous, acteurs de la société civile, d'interroger profondément notre capacité à canaliser cette frustration démocratique en action positive. Au niveau local et national, partout en Europe, nos associations et mouvements civiques font vivre tous les jours les valeurs que nous défendons, que ce soit par la promotion de l'éducation civique et de l'accès aux droits ou, plus récemment, par la mobilisation des populations pour l'accueil des réfugiés. Au niveau européen, nous avons contribué à la création d'un espace de réflexion et d'action collective : *Civil Society Europe*. Notre rôle est plus important que jamais pour dépasser les seules approches thématiques et gestionnaires, pour utiliser l'approche par la citoyenneté, les droits pour tous, les solidarités... pour que les institutions répondent aux aspirations d'inclusion et de démocratie qui existent dans nos sociétés. Les organisations et mouvements citoyens sont assurément cruciaux pour élargir les initiatives individuelles au collectif, du local au global, du social au politique. Nous nous devons d'imaginer et de participer à la mise en place de nouvelles formes de participation et de fonctionnement des institutions démocratiques. Sans cela, la crise grandissante subie par des millions de citoyens risque de nous porter vers une nouvelle barbarie.

Jean-Marc Roirant

⁸ Jean-Marc Roirant inspire en partie son intervention de son expérience en tant que président du *Forum Civique Européen*.

une telle manifestation ne pourrait que renforcer le sentiment d'appartenance dont nous avons conscience qu'il est l'une des clés de la refondation +espérée de l'Union.

On pourrait même accompagner cette idée de la construction d'un monument auprès duquel elle serait solennellement célébrée.

J.-F.L. : Il faudrait choisir le pays où il serait érigé !

P.L. : Pourquoi pas Strasbourg ou Bruxelles ? Mais le lieu de célébration pourrait aussi être tournant. Et je reviens d'un mot à la question des fêtes nationales : je suggère que nous nous en établissions nous-mêmes la liste et que nous étudions sur cette base la faisabilité d'un rapprochement.

B.Q. : J'ajoute, sur la pointe des pieds, que nous pourrions aussi réfléchir à la commémoration des éléments négatifs de notre histoire, de nos violences commises ou plus précisément de la façon dont nous en avons pris conscience pour les condamner. La symbolique de la ritualisation doit prendre en compte en même temps le pardon qui libère du poids du passé et la promesse qui ouvre un avenir commun.

P.L. : Je suis heureux que vous évoquiez cette idée qui me paraît, à moi aussi, essentielle. Cela me donne l'occasion de signaler, sans le développer, le fait que ce même numéro de la revue rend compte de la cérémonie d'ouverture du Mémorial de l'affranchissement des esclaves guyanais, qui s'est déroulée à Cayenne le 10 juin dernier, à deux mois de la date anniversaire du jour où, en 1848, il a été mis fin pour la seconde fois mais

cette fois définitivement à l'abomination de l'esclavage. Les Guyanais célèbrent le 14 juillet mais aussi, et ô combien légitimement, le 10 août !

M.M. : La suggestion émise par Bernard Quelquejeu pourrait parfaitement, me semble-t-il, être intégrée dans le cérémonial de la fête de l'Europe. La création de l'Union ne traduit-elle pas fondamentalement d'abord la volonté de prendre acte des horreurs du passé sans pour autant les oublier mais aussi d'en prendre résolument le contre-pied par la construction d'une société européenne plus solidaire ?

PROMOUVOIR LES ÉCHANGES INTERCONVICTIONNELS À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

P.L. : Je suggère que nous terminions cet entretien par quelques mots sur le concept d'« interconvictionnalité », ce néologisme qui, je le sais, ne plaît pas trop à Maurice Mourier...

M.M. : C'est vrai mais je reconnais ne pas avoir d'expression alternative à proposer !

P.L. : Son seul véritable avantage est de dire clairement ce qu'il veut dire : le constat de l'existence légitime de convictions différentes n'interdit en aucune manière un dialogue entre leurs tenants avec comme perspectives non pas d'imposer aux uns les convictions des autres mais bien d'essayer de travailler ensemble, malgré ces différences, sur des objectifs communs.

Il est nécessaire de rappeler que, lorsque François Becker a promu ce

vocable en créant le G3i⁹, l'idée première était d'aller, dans les instances européennes, au-delà des seuls contacts interreligieux, c'est-à-dire de la situation de fait tant à Bruxelles au niveau de l'Union européenne qu'à Strasbourg au niveau du Conseil de l'Europe. Des contacts interreligieux de surcroît limités aux seules institutions religieuses et ne rendant donc pas compte de la multiplicité des pratiques culturelles. Mais l'intérêt de ce concept va bien au-delà. Ses promoteurs sont pas la naïveté de penser que peuvent y adhérer ceux qui croient détenir, dans quelque domaine que ce soit, LA vérité, et qui sont dès lors inévitablement tentés de l'imposer, le cas échéant violemment, aux autres. Mais ceux-là ne sont pas nécessairement majoritaires, et il est important de montrer à tous les autres que les différences de conviction n'empêchent nullement de travailler ensemble, qu'elles sont même un élément d'enrichissement réciproque dès lors qu'on accepte de reconnaître les apports de l'altérité. On reconnaîtra aisément dans ces quelques mots que je viens de prononcer ce que, dans notre pays, on peut appeler « le principe de laïcité » si l'on veut bien ne pas réduire la laïcité à la seule séparation des Églises et de l'État. En d'autres termes, le concept interconvictionnalité permet aussi de faire passer, à l'échelle européenne, ce que nous apporte en France le principe de laïcité mais en évitant d'avoir à utiliser ce mot bien trop connoté pour qu'on puisse l'employer à cette échelle.

– mais oui, la conviction ! – que la refondation de l'Union européenne peut permettre l'émergence d'une conscience mondialisée bien nécessaire, et en même temps l'exaltation de notre propre « personnalité » européenne. L'Europe a en effet une chance sans doute unique : celle d'être tissée d'une multiplicité de cultures qui, de longue date, se sont rencontrées, parfois fusionnées mais aussi souvent combattues. Je pense bien sûr à ses racines chrétiennes, juives, grecques (la philosophie), romaines (le droit), humanistes (la Renaissance) ; aux apports de la Réforme et des Lumières françaises, allemandes ou anglaises ; à ceux des divers socialismes du XIX^e siècle ; à ceux de l'islam (pensons à l'Andalousie !) et du bouddhisme, etc. Aucun de ces héritages n'est à l'abri de critiques, mais aucun d'eux n'est ni totalement accompli ni totalement épuisé. Il appartient à l'Europe, par le lancement de plusieurs initiatives de grande ampleur, de reprendre et de repenser chacun de ces héritages en fonction des exigences nouvelles d'un monde en plein bouleversement. Sans oublier la ritualisation festive d'un temps proprement européen, qui pourrait utilement contribuer à la prise de conscience par nos concitoyens de l'existence possible et souhaitable d'une authentique « nation européenne ». ☉

PROPOS RECUEILLIS ET RETRANSCRITS

PAR PHILIPPE LAZAR

PHOTOGRAPHIES DE JEAN-FRANÇOIS LÉVY

⁹ Groupe international, interculturel et interconvictionnel (G3i)
g3i.eu

B.Q. : Je suis en plein accord avec ce qui vient d'être dit et je voudrais simplement ajouter que j'ai la conviction